

Incendies des Linky : crash des décodeurs/checknews (Le Monde et Libération)

Pour certains journalistes, recopier la version des autorités suffit à établir la "vérité" ...

A l'heure des "fake news", divers médias se sont dotés de services chargés de démêler le vrai du faux. Or, les derniers événements concernant les incendies de compteurs Linky amènent à se poser de sérieuses questions sur le professionnalisme de certains de ces "décodeurs" ou "facts-checkeurs".

Notons déjà que l'enquête n'est pour le moment menée (et mal menée) qu'à propos des accusations portées par les citoyens qui résistent au programme linky et, en l'occurrence, dénonce ces incendies et leurs conséquences : les "fact-checkeurs" oublient d'enquêter sur les nombreux incendies de compteurs Linky (voir pourtant de nombreux exemples ici : <http://refus.linky.gazpar.free.fr/incendies-linky.htm>)

Mais ils oublient aussi, de façon plus globale, d'enquêter sur les affirmations fumeuses de l'industriel Enedis comme "*Le compteurs Linky permet de maîtriser sa consommation d'énergie*", ou "*Le compteur Linky est indispensable pour gérer le réseau électrique avec le développement des énergies renouvelables*" : des allégations parfaitement gratuites, jamais démontrées, et pourtant reproduites telles quelles dans de nombreux articles ou reportages.

Mais revenons aux incendies de Linky. Alors que leurs médias respectifs se gardent traiter de ce problème gravissime, les checkeurs se précipitent par contre pour évaluer ce qu'en disent les opposants, en particulier l'accusation (portée par moi-même) selon laquelle "*Le compteur Linky a fait son premier mort*" lors d'un incendie qui a eu lieu le 7 mars à Laxou-Champ-le-Bœuf (Meurthe-et-Moselle).

Première curiosité, pas un seul de ces checkeurs ou décodeurs n'a jugé utile de me contacter pour avoir ma version de l'affaire. Si cela avait été le cas, ils auraient appris que mon accusation est certes basée sur des déductions, mais aussi sur des informations orales fiables.

Bien sûr, cela ne constitue pas une preuve absolue que c'est bien le compteur Linky qui est la cause du décès mais, par contre, **RIEN ne permet non plus d'affirmer le contraire**. Or, de façon plus que surprenante, et **sans avoir mené la moindre enquête de terrain**, les checkeurs/décodeurs prennent fait et cause pour la version officielle (celle de l'industriel et de l'Etat) et décrètent que l'accusation portée est fausse.

1) Le "check" de Libération

<http://checknews.liberation.fr/question/55371/est-ce-quun-compteur-linky-est-a-lorigine-dun-incendie-mortel-sur-la-commune-de-laxou-champ-le-boeuf>

Le 30 mars 2018, la "checkeuse" croit pouvoir éclaircir la situation en se contentant de citer... **la préfecture, le procureur, et un "expert"** (déclarations recueillies par le quotidien local). Curieuse conception de la recherche de la vérité, d'autant que l'ajour d'une vilénie (cf plus bas) permet de douter sérieusement de la bonne foi de la "checkeuse". Voyons cela d'un peu plus près.

Le préfet

Pour mémoire, le déploiement des Linky est un programme d'Etat et **les préfets sont les bras armés de la répression** en étant chargés, en particulier, d'attaquer en justice administrative toute délibération municipale "anti-Linky". Et pourtant il faudrait **croire sur parole le préfet de Meurthe et Moselle** qui, comme par hasard, dédouane totalement le Linky dans l'incendie de Laxou ?

Ce soupçon va bien sûr être taxé de "théorie du complot", mais est-il vraiment impensable qu'il existe une "vérité d'Etat" ayant pour objet de préserver les intérêts industriels et financiers gigantesque du programme Linky ? C'est au contraire une hypothèse parfaitement plausible, et même probable. La "checkeuse" de Libé vit-elle dans un monde de bisounours ? Croit-elle vraiment qu'**Enedis et l'Etat attendent les bras croisés** en espérant juste que le Linky ne soit pas mis en cause ?

Le procureur

Dans sa quête de la "vérité", la "checkeuse" de Libé fait aussi appel au procureur, oubliant que même la Cour européenne des Droits de l'Homme a signifié que **le procureur de la République "n'est pas une autorité judiciaire"** car "*il lui manque en particulier l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif pour pouvoir être ainsi qualifié*". Les allégations du procureur ne sont donc pas plus fiables que celles du préfet.

L' "expert" (et ses contradictions avec la version d'Enedis)

Quant à l' "expert", rappelons que la "checkeuse" se contente de citer le journal local qui cite le dit expert : on est loin du journalisme d'investigation. Du coup on ne sait pas qui est cet "expert", par qui il a été mandaté, quels peuvent être ses éventuels conflits d'intérêt : la journaliste n'a probablement pas jugé utile de se pencher sur ces "détails".

Mais ce qu'elle aurait toutefois pu noter, même sans sortir de son bureau, c'est la lourde contradiction entre la déclaration d'Enedis, qui prétend que "Le linky est intact", et celle de l'expert qui dit que... ce n'est pas un Linky !

Il a fallu que j'interpelle moi-même la checkeuse pour qu'elle se rende compte du problème... avant de l'évacuer avec un ajout lénifiant **sans en tirer la moindre conclusion**. Il est pourtant évident qu'on nous raconte des salades dans cette affaire. On va bien sûr nous ressortir la théorie du complot, mais est-ce notre faute si **Enedis et l'expert ne sont même pas d'accord sur le modèle du compteur** ?

Fact checkink ou fake checking ?

Dans un nouveau "check" publié le 25 avril 2018 (<http://checknews.liberation.fr/question/66121/les-compteurs-linky-ont-ils-vraiment-cause-la-mort-de-deux-personnes-comme-laffirme-stephane-lhomme>), la journaliste

prend encore plus nettement fait et cause **pour la version d'Etat** en écrivant noir sur blanc que "*L'incendie à Laxou-champ-le-boeuf n'a pas été causé par un compteur Linky*". Il s'agit là d'une affirmation **totale**ment gratuite, d'une allégation absolument pas démontrée.

Si elle n'est évidemment pas tenue de prendre fait et cause pour notre point de vue, elle n'est pas supposée non plus adopter sans raison celui du camp du Linky. La moindre honnêteté de sa part serait de dire que, jusqu'à preuve du contraire (par exemple si elle se décidait à quitter son bureau pour aller enquêter sur place !), elle n'a pas les moyens de dire si oui ou non c'est le Linky qui a tué.

Une vilénie très significative

La partialité de la checkeuse est confirmée par une vilénie qu'elle a jugé utile de glisser au passage : sans qu'il n'y ait aucun lien avec l'affaire des incendies de Linky, elle rappelle que je suis un ancien militant du réseau "Sortir du nucléaire" et, pour en attester, elle met un lien qui envoie directement vers un article de Libé titré "*Stéphane Lhomme évincé de Sortir du nucléaire*"

(http://www.liberation.fr/terre/2010/04/08/stephane-lhomme-evincedesortir-dunucleaire_619825).

Et elle "oublie" consciencieusement de faire savoir que **cette information est trompeuse** puisque mon licenciement, conséquence d'une infiltration et d'une manipulation, a finalement été **annulé et dédommagé** (cf http://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/procotole_sl.pdf).

Mais il est évident que, pour accréditer la thèse du militant anti-Linky qui raconterai n'importe quoi, il est plus efficace de citer une information qui lui est défavorable... quand bien même elle est contraire à la vérité (puisque inversée depuis) : méthode d'autant plus déplorable qu'elle vient d'une "chekeuse" **censée rétablir la vérité et chasser les fake news !** (*)

2) Le risible "désintox" du Monde

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/28/l-intox-du-premier-mort-lie-au-compteur-linky_5292045_4355770.html

Le 28 avril 2018, les "Décodeurs" du Monde se réveillent avec un titre définitif : "*L'intox du « premier mort lié au compteur Linky »*", évoquant une "rumeur", annonçant prouver "*Pourquoi c'est faux*" et assénant que "*Cette histoire a été en réalité montée en épingle par des sites peu scrupuleux*".

Ces affirmations arrivant un mois après celles de libé, on se dit alors que les journalistes du Monde, contrairement à la "checkeuse" de Libération, ont pris le temps d'enquêter. **Au contraire, leur article est expédié en quelques lignes même pas dignes du café du commerce.**

Nos grands "enquêteurs" se sont contentés de prendre note de **la thèse officielle** qu'ils ont eux aussi trouvée dans les articles du quotidien local. Le procureur et le mystérieux "expert", déjà mis sur orbite par la chekeuse de Libé, sont à nouveau cités, de même que

le communiqué d'Enedis (assurément impartial concernant son propre programme de compteurs communicants !) qui "*dément tout lien entre le compteur électrique et le départ d'incendie*". Ben voyons !

Pour faire bonne mesure, **au cas où l'on n'aurait pas bien compris**, les décodeurs répètent pour conclure que "*La préfecture et Enedis ont démenti tout lien entre ce compteur et le départ des flammes*". Voilà bien une grande enquête journalistique : reproduire la version d'une des deux parties (comme par hasard, celle des autorités).

De même que la "checkeuse" de Libé, les décodeurs reconnaissent la contradiction entre la version du fameux "expert" et celle d'Enedis sur la nature du compteur, mais eux-
aussi **sans en tirer le moindre enseignement**, et sans que cela n'éveillent chez eux le **moindre doute** sur cette "vérité" officielle pourtant bien mouvante.

Les fins limiers du Monde écrivent que "*Rien ne permet d'affirmer que le feu aurait un quelconque lien avec Linky*", sans avouer que **rien ne permet non plus d'écarter cette hypothèse**. Mais à nouveau, au lieu d'enquêter, ils ont simplement choisi de **reproduire la thèse de l'industriel et de l'Etat**. Affligeant, surtout pour des gens censés rétablir la vérité.

Stéphane Lhomme

Conseiller municipal de Saint-Macaire (33)

Animateur du site web <http://refus.linky.gazpar.free.fr>

(* **Quand Libé a vraiment du mal avec la vérité**)

A propos de cet article (http://www.liberation.fr/terre/2010/04/08/stephane-lhomme-evince-de-sortir-du-nucleaire_619825), j'ai déjà demandé à Libération de bien vouloir ajouter sous le titre une mise à jour, même succincte, signalant que **mon licenciement a été annulé**, et qu'a été officiellement reconnu qu'il avait été "*basé sur des accusations créées pour la circonstance*" et mis en œuvre lors d'une AG "*avant et pendant laquelle ont été utilisées des méthodes qui n'étaient ni justifiées ni acceptables*" (cf http://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/procotole_sl.pdf).

Libé s'est contenté de me répondre que la loi ne l'obligeait pas à faire une telle mise à jour. Mais moi je ne demande pas à ce que Libé soit "obligée" de faire ça, **je demande à ce que Libé le fasse volontairement**, non seulement parce que c'est justifié (puisque c'est la réalité) mais aussi parce que **laisser en ligne tel quel cet article me porte grand tort** : il est régulièrement mis en exergue par les pronucléaires et pro-Linky qui, fort malhonnêtement, l'utilisent pour "prouver" que je suis quelqu'un de "peu fiable" puisque j'ai même été "viré de Sortir du nucléaire" : ils se gardent bien (toute comme la checkeuse de Libé) de faire savoir que **la situation a totalement été inversée depuis !**

Tant que nous y sommes, mais c'est assurément beaucoup trop demander, on pourrait même imaginer que Libé fasse son travail et **enquête enfin** sur la curieuse continuité entre **l'espionnage (physique et informatique)** dont j'ai été l'objet par EDF et les RG en 2009 (cf nombreux articles ici : <http://edf.espionnage.free.fr>) et la fameuse "crise" survenue subitement dans le Réseau "Sortir du nucléaire" juste après, qui a permis mon éviction, et qui n'a jamais été expliquée...